

LES MAUVAIS JOURS FINIRONT

... et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront

«la Semaine sanglante», chanson de Jean-Baptiste Clément pendant la Commune

Raymond est mort, pauvre, endetté et au travail. Adrexo l'avait embauché pour distribuer des prospectus et Adrexo s'était dispensé de lui faire passer la visite médicale d'embauche.

Raymond avait 75 ans, une pension de retraite misérable (de 480 à 740 euros par mois selon les sources) après une vie de labeur et il accumulait les dettes pour survivre.

Raymond est mort après quelques jours d'avoir goûté à la sinécure et au bien être des promenades de santé que constitue la distribution de la «publicité non adressée».

La société d'Adrexo vient d'être condamnée aux prud'hommes pour ces manquements à ses obligations en matière de santé au travail.

«On» dira que nul n'obligeait Raymond à se faire embaucher dans cette entreprise. «On» dira qu'il était libre. Libre de crever dans la mouise ou libre de s'exténuer à retourner au charbon, à son âge pour tenter de se sortir de la merditude quotidienne, en tout cas il avait le libre choix dans un monde de libre échange. Définitivement «On» est un con. L'exemple de cet homme est emblématique du statut du salarié précairisé, travailleur pauvre, chair à patron, finissant ses jours démuné, surendetté et tué par le travail et les pa-

trons.

Raymond ou l'anticipation de la loi Travail

C'est bien sous couvert du postulat de cette prétendue liberté d'entreprendre ou de se salarier, de ce mensonge d'Etat qui postule de l'égalité de choix et

de traitement entre salarié et patron

que veut se fonder le projet de loi Travail que le gouvernement voudrait imposer et que le MEDEF a dicté. La Loi Travail, en ramenant chaque salarié à son individualité, sa solitude, en évacuant le fait collectif que constitue le salariat, en court-circuitant les organisations collectives que peuvent se donner les travailleurs, est une déclaration de guerre sociale. Avec ce postulat qui livre le faible au fort c'est toute une «philosophie» du travail qui serait mise à bas.

Le code du travail actuel obtenu par les luttes sociales pose que l'employeur est en position de force face au salarié qui n'a d'autre choix que de vendre sa force de travail et que l'employeur est «maître» chez lui à condition d'y mettre les formes



et de ne pas en abuser.

C'est pour le plus grand bénéfice du MEDEF que ce nouveau projet législatif a été conçu, gommant le rapport de force induit par le contrat de travail, tentant de mettre hors jeu le syndicalisme combattif, avec l'aimable participation du syndicalisme couché.

Le code du travail deviendrait une sorte de Code «Civile» réglant les contrats de travail comme des contrats de mariage. Chacun sait que le salariat ce n'est pas l'Union Libre.

En d'autres termes «ON» voudrait voir instaurer définitivement la liberté du renard dans le poulailler mais en donnant le loisir au prédateur de pouvoir plumer chaque volaille, individuellement, au rythme de son appétit et sans être dérangé dans son festin par l'intempestivité d'une riposte collective et le nombre des proies à saigner.

Rendons justice au monde animal, le renard obéit aux impératifs de son espèce et de sa survie et les poules n'ont aucune possibilité de se défendre collectivement. Le genre humain n'a pas besoin de patrons pour s'épanouir, nous ne sommes pas des volailles et les poulets sont au service de l'Etat et de la répression sociale. Nous nous passerons donc de nos prédateurs.

A la Poste comme à Adrexo : la visite médicale de prévention en option

Raymond, la victime «ordinaire» d'Adrexo n'était peut-être plus en capacité d'exercer ce labeur en conservant son intégrité physique. Qu'importe, elle pouvait donner encore un peu de son jus au Capital alors pourquoi s'embarrasser d'une visite médicale ? cette pratique du non droit est la chose la mieux partagée dans le monde merveilleux des «entrepreneurs». Ainsi, La Poste, privatisée pour l'essentiel, a renoncé à faire passer au personnel les visites médicales obligatoires du travail (pourtant tous les 2 ans au lieu de tous les ans auparavant) . Certains collègues n'ont pas vu l'ombre d'un médecin du travail depuis une dizaine d'années. La profession de foi de nos nouveaux managers est que la santé au travail est une question individuelle, que chacun

peut avoir accès à sa demande à un entretien individuel avec une infirmière à défaut de visite médicale et que donc chacun est libre. Le résultat est que visite médicale obligatoire, en période de précarité, de flexibilité et d'incertitude, reste pour beaucoup de collègues synonyme de menaces de réforme, de mise à l'écart, voir de perte d'emploi. On s'étonnera du peu de succès de ces «entretiens infirmiers». «ON» peut tout aussi bien s'étonner du petit nombre de poule se portant volontaire pour parler santé, en tête à tête avec leur «alter ego» le renard.

Pour La Poste, mais aussi pour combien d'autres entreprises, la santé au travail n'est envisageable que dans l'horizon limité de l'optimisation du profit financier à court terme. En même temps que la médecine du travail de prévention se délabrait, se généralisait la multiplication des contrôles médicaux (par des officines privées) en cas d'arrêts maladie : la santé pour les postiers par la médecine préventive c'est non, le flicage social et médical pour «optimiser» un profit maximum c'est oui.

C'est une véritable politique de la «terre brûlée qu'a mise en place La Poste et ceux qui crament sont souvent les plus vulnérables. Jamais le terme «burn out» n'a été si près de la vérité. A La Poste on ne meurt pas au travail, on s'y épuise, on s'y crame et on s'y suicide.

Vous avez dit revalorisation de la grille indiciaire ?

La Poste a voulu assurer les postiers de son indéfectible reconnaissance pour leur vaillance au boulot. Elle nous annonce la bonne nouvelle, de celle qui doit rassurer la piétaille, elle revalorise substantiellement «la grille indiciaire». C'est un véritable bond dans le «pouvoir d'achat» du postier ordinaire. Qu'on en juge, un APN1 (c'est le

grade le plus bas dans le monde merveilleux de La Poste) avec 20 ans d'ancienneté voit son traitement brut mensuel grassement augmenté de 13 euros 19 (soit environ 9 euros 87 nets). Là c'est la liesse, enfin les problèmes de fin de mois ne commenceront plus dès le 5 au matin, merci pour cette bouffée d'oxygène jusqu'au début de l'après midi du même jour. De quoi faire taire définitivement les mauvaises langues ou les syndicalistes debout qu'on est loin du partage des richesses. Et parmi les plus clairvoyants, «On» dira c'est de la propagande révolutionnaire, voire Cénétiste (une sorte de gros mot), comment peut on être encore au plus bas de l'échelle quand on a été bien noté par ses supérieurs directs. pendant 20 ans.

Rendons à César ce qui revient aux puissants, cette avancée sociale gratifiante est à mettre au crédit de La Poste mais aussi des signataires de l'accord qui l'a instituée, les praticiens du syndicalisme couché. (qui a dit CFDT ?).

Merci patrons, merci patrons, on est content de travailler pour vous. La Poste n'est pas la seule à dépenser et dépenser des sommes faramineuses pour améliorer le sort de cette classe ouvrière qu'on croyait pourtant disparue. Ainsi, ce mois ci, le Minimum Vieillesse vient lui aussi d'être revalorisé, envoyez l'addition : 80 centimes d'euros d'augmentation mensuelle pour une personne seule, résultat prévisible : un engorgement des listes d'attente qui permettraient à tous ces anciens pauvres et nouveaux riches de se refaire une santé en plaçant cette manne providentielle sur le compte off shore adéquat.

Face à la loi Travail se lève le vent de la révolte et s'abat la matraque de la répression

C' est dans cette pratique quotidienne du cynisme d' une classe politique et d' une «économie» au service de la finance boursière et du MEDEF. qu' est né, en France, ce mouvement de révolte contre la dite «Loi Travail». Une lame de fond semble bien se propager, dépassant largement le simple cadre de ce projet de loi scélérat, remettant en question des fondements même du vieux monde.

Le pouvoir en place, discrédité, à bout de ressources tire ses dernières cartouches et dans son armurerie, après inventaire, il lui reste la répression.

Valls a lâché les chiens. La multiplication des violences policières, de la répression judiciaire, des atteintes aux libertés d' expression (on a vu dernièrement une Heure d' Information Mensuelle, (HMI), visitée par des convives surprises, les forces de

l' ordre déguisées en robot cop, dans un centre de distribution postal des Hauts de Seine) ne sont plus des faits isolés.

Partout et tous les jours les agressions policières, les matraquages, les interpellations fleurissent et le cortège des condamnations judiciaires ne fait que commencer : Rennes, Nantes, Paris, Lille, Lyon, Grenoble et dans tant d' autres villes la répression s' amplifie, le matraquage, le gazage, deviennent la règle. On cogne d' abord et on ne discute pas après.

On voit monter et s' amplifier de toute part une lame de fond, la riposte sociale tant attendue et qui s' invente sa démocratie, ses moyens d' expression et d' action qui rejette la délégation de pouvoir et la délégation de parole qui s' applique à mettre aux poubelles de l' Histoire les figures sempiternelles de la domination : les sauveurs suprêmes, les leaders autoproc-

més, les fumeux et parasitaires «porte parole officiels».

Nous sommes debout, la nuit aussi.

A défaut de lendemain qui chantent c' est déjà le quotidien de la résignation qui se fissure. Et tout cela n' est pas pour nous déplaire, à nous autres syndicalistes révolutionnaires, anarchosyndicalistes de la CNT : des AG souveraines érigées en principe de décision, la libéra-

moitié du PIB mondial), n' hésitant à s' octroyer les doubles nationalités fiscales et à se transformer en migrants de la finance pour accéder à leur Eden : les paradis fiscaux et la sacro sainte liberté de la circulation des biens est sauve.

50% du PIB mondial cela fait un sacré magot et, en regard, rend dérisoire le fameux «trou» de la sécu, la «difficulté» à équilibrer le budget des Caisses de Retraite ou d' Assurance Chômage».

Ce sont les mêmes qui érigent les murs et les barbelés et des camps de rétention dans toute l' Europe et qui expulsent les vraies victimes des guerres économiques qu' ils ont généré, les migrants ordinaires.



A La Poste aussi la violence des rapports sociaux

tion des voix qui se taisaient, la mise en commun des expressions, des témoignages et des savoir faire, la volonté de lutter ensemble et non plus simplement de protester, de s' indigner ou de pleurnicher, la remise en cause globale d' un système économique qui conduit l' humanité droit dans le mur et pourquoi pas les prémices d' une révolution sociale et ... libertaire. Rien à récupérer, rien à jeter, tout à promouvoir. On s' y attelle encore.

Ne nions pas l' évidence : les casseurs ça existe, les vrais de vrai. Leur capacité de nuisance rend dérisoire le spectacle de quelques vitrines brisées ou de jets de peinture. Ce sont bien des dizaines de Banques et des milliers d' hommes et de femmes de pouvoir qui sont les véritables casseurs, pillant la production des richesses, s' appropriant des profits énormes (certaines sources parlent de la

Les postiers, eux aussi, à leur mesure, subissent quotidiennement aussi la violence des «rapports sociaux» : depuis des années des dizaines de milliers d' emplois supprimés en moins de dix ans, le durcissement des conditions de travail et le fléau de la souffrance au travail.

La voilà la véritable casse sociale, et ces casseurs responsables sont grassement rémunérés pour leur sale besogne. Les casseurs sont identifiables : Le «PDG» de La Poste et son «armée mexicaine» (1 général pour 10 troupiers) cette pléthore de cadres aux dents longues, carriéristes, prêts à toutes les effractions sociales pour un peu de promotion ou une prime de résultat.. Tout ce beau monde n' a pas besoin de se masquer pour perpétrer ses méfaits, il se croit intouchable. Oui mais pour combien de temps ?...

(Fin Page suivante)

Le changement c' est maintenant

Nous sommes les descendants des canuts, des sans chemises et le règne de la domination finira. Nous allons «réorganiser», ensemble, ce vieux monde, en tout cas nous essaierons. Les initiatives populaires et solidaires comme «la Nuit Debout», l' appel de syndicalistes «On Bloque Tout» ont déjà largement dépassé le simple cadre de la contes-

tation du projet de Loi Travail. Nous allons nous réapproprier nos vies, notre futur, fraternellement. Le temps de la résignation semble bien fini. Nous n' aurons plus peur.

On entend de plus en plus clairement les craquements du vieux monde. Il ne tient qu' à toi collègue, camarade, de contribuer à son soulagement



La Fédération CNT PTT a rencontré Rock Haoca, chargé des relations internationales et de la communication du syndicat de l' USTKE ainsi que Mina, représentante de ce syndicat en France. Lors de cet entretien auquel a également participé le Secrétariat International de la CNT, la double lutte du syndicat de Kanaky a été évoquée : contre l' exploitation, contre le colonialisme. Des liens ont été tissés pour à l' avenir réaliser des informations sur la situation des travailleurs-ses de l' Office des Postes et des Télécommunications de Nouvelle-Calédonie afin d'assurer une solidarité combattante par-delà les frontières.

**Contre le capitalisme et le colonialisme :
Solidarité Internationale !!**

Quelques adresses de syndicats ou blogs, pour avoir la liste complète des syndicats ou blogs consulter le site fédéral <http://www.cnt-f.org/fedeppt/>

Département 66 : CNT-PTT-66 HLM st Mathieu, Cour F, 39 rue des rois de Majorque BP 90256 PERPIGNAN Cédex 66002.

Région Aquitaine :
CNT-PTT - FTP AQUITAINE :
courriel : aquitaine@ouvaton.org ,
Tél : 0602340629
blog : <http://cnt-aquitaine.revolublog.com>

SECTION CNT DE ROHRBACH (MOSELLE) PDC Rohrbach-les-Bitche 7 rue St-Barbe 57410 Rohrbach-les-Bitche

CNT Interco 71
19 rue du pavé 71290 Cuisery

Département 95 : CNT PTT 95 Espace Mandéla, 82 Av du Gal Leclerc 95100 ARGENTEUIL
Tél : 0677057506
Courriel ; udcnt95@orange.fr
Blog : <http://udcnt95.eklablog.com>

Bourgogne-Rhône Alpes : CNT PTT 69, 44 rue Burdeau 69001 LYON,
Tél:0478 270580 Courriel : cnt.ppt69@cnt-f.org

Finistère : Syndicat PTT 29
BP 31429173 Douarnenez Cedex
Tél. : 06 86 67 53 83 Courriel : ud.29@cnt-f.org

Paris : Syndicat des PTT Paris 75
33 rue des Vignoles 75020 Paris
Tél. : 01 43 72 09 54 / 01 43 72 95 34
Fax. : 01 43 72 71 55 / 01 43 72 87 02
Courriel : ptt.paris@cnt-f.org

Région Centre : Syndicat CNT PTT Centre, 9 rue des Rosiers, 37150 Epeigné les Bois,
email: sergemor@wanadoo.fr

CNT PTT Calvados :
Contact : 06 12 82 10 05,
cntppt14@cnt-f.org cnt ppt 14,
BP 23, 14440 Douvres la délivrande

VOUS SOUHAITEZ RECEVOIR, sans engagement, 3 NUMEROS GRATUITS DU COMBAT SYNDICALISTE , mensuel de la CNT envoyez votre nom et adresse postale :

à fédération CNT PTT bourse du travail...82 avenue du général Leclerc, 95100 ARGENTEUIL

Courriel : fede.ptt@cnt-f.org Téléphone : 06 52 93 90 88



CNT PTT

Bulletin de contact pour commander des tracts,

printemps 2016

envoyer des infos sur les luttes ou la situation dans vos établissements et pourquoi pas Adhérer à la CNT :

NOM :
PRÉNOM : Bureau ou Entreprise:.....
Adresse :
Ville : Code Postal :

Service (cochez la case): PDC PIC ENSEIGNE CHÈQUES TELECOMS

J' demande à adhérer :

à retourner à :



FÉDÉRATION CNT-PTT Bourse du Travail, Espace Mandéla,



82 Av du Général Leclerc, 95100 Argenteuil TÉLÉPHONE, Répondeur : 06 52 93 90 88, E-mail : fede.ptt@cnt-f.org